

NOTES et glanures

OUVRAGES GENERAUX

LE LANNOU Maurice, *Le déménagement du territoire - Rêveries d'un géographe*, Paris, Ed. du Seuil, Coll. Esprit Frontière ouverte, 1967, in 8°, 243 p.

Les lecteurs du « Monde » connaissent bien M. Le Lannou, spécialiste de géographie humaine, par les chroniques régulières qu'il y écrit. Ces notes et chroniques que les Editions du Seuil ont eu l'excellente idée de rassembler en un volume couvrent trois domaines ; la fin de l'homme-habitant, l'Europe oubliée, la raison technicienne. Retenons parmi ces articles si pertinents, ceux relatifs à l'urbanisme, ceux relatifs à la campagne, notamment l'urbanisme contre la cité, le moyen âge des campagnes européennes, etc. Ces articles nous ouvrent des perspectives nouvelles sur des sujets anciens et ne manqueront pas de retenir l'attention des historiens.

P. B.

VENARD Marc, *Le monde et son histoire*, t. V et VI, Paris, Ed. Bordas-Laffont, Bibliothèque des connaissances essentielles, 1967, in 8°, 605 p. pour chaque volume.

Poursuivant la publication des différents volumes du « Monde et son Histoire », voici les tomes V et VI consacrés aux XVI^e et XVII^e siècles. Nous ne redisons pas tout le bien que nous pensons de cette entreprise du point de vue de l'extrême richesse de l'illustration (cartes, iconographie, schémas, etc.) car nous devrions nous répéter, mais cependant nous restons émerveillés de la qualité, de la quantité et de l'originalité de celle-ci. Du XVI^e siècle, l'A. présente la plus grande aventure européenne : la dynamique Europe allant à la rencontre du Nouveau Monde (1492-1560). Cette période est essentiellement celle des découvertes maritimes et de ses conséquences mais aussi celle des aventures spirituelles de Luther et de Loyola. Monde nouveau à plus d'un égard tant par sa conception de l'homme que par sa vision du monde.

La période suivante (1560-1660) est consacrée à l'envers du décor, à la misère résultant de cette grande période novatrice qu'est le XVI^e siècle (misère économique, misère sociale, troubles religieux). Le XVII^e siècle est considéré non comme le siècle de Louis XIV mais comme celui de l'établissement de la prépondérance française en Europe et de la création ou de l'élaboration du modèle de l'Etat moderne. Dans l'optique de la collection, il eût été étonnant de ne pas parler des continents extra-européens. L'A. se réfère surtout à des textes européens (il n'y en a guère d'autres), c'est donc surtout l'évolution des civilisations mises en contact brutal avec l'Europe qui retient son attention.

P. B.

TENENTI Alberto, *Florence à l'époque des Médicis, de la cité à l'Etat*, Paris, Ed. Flammarion, Coll. Questions d'Histoire, 1968, in 12°, 141 p.

Les Editions Flammarion ont récemment mis sur le marché une excellente collection intitulée « Questions d'Histoire ». Ce volume, le 5^e de la collection, reprend un problème qui, de prime abord, paraît fort peu original. Parmi les autres volumes déjà parus, citons, de M. Ferro *La Révolution russe de 1917*, de R. Paris *Les Origines du fascisme*, de P. Riché *De l'Education antique à l'éducation chevaleresque*, de Cl. Klein *Weimar*.

Les prévisions sont d'autre part pleines de promesses : relevons entre autres, un dossier Russes et Chinois (XIV^e-XX^e s.), le Mercantilisme, les Origines de la Cité, le Millénarisme, etc.

La conception du livre nous a paru intéressante ; il comprend deux parties distinctes : la première donne une relation des faits ; la seconde, des textes et documents, un exposé de divers problèmes et querelles d'interprétation, la bibliographie, la chronologie et l'index. La période étudiée va, grosso modo, de 1350 à 1450 et comprend les aspects économique-sociaux, socio-politiques et socio-culturels de la civilisation florentine. Sous un

faible volume, l'A. réalise une synthèse de ces différents problèmes le plus souvent traités de manière indépendante. La cité des Médicis abandonne ses anciennes structures, laisse le pas à l'Etat et adopte le précapitalisme. L'essor artistique, l'évolution économique ont souvent fait l'objet de nombreux et savants ouvrages. A. Tenenti, à la faveur d'une brillante analyse de l'interaction des réussites et des faiblesses florentines, nous convainc que tout n'a pas été dit, que bien des questions sont encore mal explorées.

Excellent petit ouvrage.

P. B.

LAPEYRE Henri, *Les Monarchies européennes du XVI^e siècle : les relations internationales*, Paris, P.U.F., Coll. Nouvelle Clio, n° 31, 1967, in 12°, 384 p.

Spécialiste de l'histoire hispanique, H. Lapeyre brosse un tableau de l'histoire politique du XVI^e siècle. La collection comprend déjà différents ouvrages consacrés au XVI^e siècle, entre autres : J. DE LUMEAU, *Naissance et affirmation de la Réforme*, F. MAURO, *Le XVI^e siècle européen : aspects économiques*. Prétendre enfermer la politique dans son propre domaine ne va pas sans inconvénients. L'A. s'en est parfaitement rendu compte. Certains faits qui paraissent essentiellement religieux ne sont guère séparables des préoccupations politiques, telles les guerres de religion qui ravagent le XVI^e siècle. Les monarchies occidentales du XVI^e siècle dominent le monde à cette époque. L'A. s'attache à quelques-unes d'entre elles : la France, l'Angleterre, l'Espagne et dans une moindre mesure aux deux puissances non unifiées : le Saint-Empire germanique et l'Italie.

L'empire ottoman est peu évoqué malgré son rôle dans la politique internationale. La troisième partie « *Débats et Problèmes* » aborde des thèmes fort variés : rapports de la politique et de la société, rapports de la politique et de la religion, les grands organes du pouvoir (pouvoir royal, administration, question financière), les relations internationales (frontières et douanes, cosmopolitisme et sentiment national, guerre et diplomatie).

En résumé, une bonne mise au point des faits du XVI^e siècle que nous souhaiterions voir figurer dans la bibliothèque de nos collègues.

P. B.

MANDROU Robert, *La France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, dans la Coll. : « Nouvelle Clio, l'histoire et ses problèmes », Paris, P.U.F., 1967.

En rappelant qu'il est grand temps de mettre au net le vocabulaire de l'histoire et les notions floues qu'il recouvre, l'auteur situe d'entrée de jeu l'esprit qui anime son ouvrage. Une remise à jour, bien nécessaire de l'important apport de l'ancienne collection Clio. Voilà pourquoi il limite ses notices bibliographiques aux ouvrages les plus récents.

Il dénonce l'attitude des auteurs de manuels qui, succombant à la facilité d'une production scientifique adéquate, ont décrit cette période comme celle du commerce et de l'industrie, alors que 90 % de la population de la France reste rurale et relève des structures féodales. La vie du paysan est précaire, ce qui entraîne l'immobilisme technique. La rente du sol commande tout le marché, mais l'économie rurale n'a rien à attendre. Les conseils d'un Olivier de Serre restent inopérants (encore une légende qui s'envole). La stabilité du rapport seigneurial peu sensible aux fluctuations des récoltes, compensées par la fluctuation des prix, joue en faveur de la passivité. Elle explique aussi l'attraction de la noblesse liée à la seigneurie sur les groupes sociaux inférieurs, c'est le gage d'une sécurité.

Le grand commerce quoique en expansion reste dans le rapport de 1 à 6 vis-à-vis de l'agriculture au début du XVIII^e siècle, il passe à l'indice 1 à 2 à la fin de ce siècle.

Le trafic est stimulé par le réseau hydrographique, l'afflux monétaire espagnol puis portugais, le renouvellement de la mode liée à l'industrie de luxe. Le principal freinage est la politique dispendieuse des rois : monuments, guerres.

La vie de Louis XIV ne doit pas faire oublier les déficiences de la population : alimentation, habitation, chauffage, médecine sont lamentables. La famine, la peste, la guerre font des ravages. Le milieu du XVIII^e siècle voit un renversement de la tendance démographique due à un recul de la famine, l'influence de la vaccine, les transformations économiques. De fait, les ordres anciens éclatent dès le début du XVII^e siècle, malgré les réactions conservatrices. Le IV^e Etat, la « vile populace » révèle son angoisse et sa puissance. Les pulsations sociales sont

rythmées par les récoltes et les fluctuations monétaires.

Le mercantilisme apparaît comme l'application d'un système économique dans une période où il ne se justifie plus, de même pour les théories des physiocrates. Les guerres de religion n'ont pas contrarié fondamentalement la prospérité française, le redressement rapide sous Henri IV en fait foi, comme les soulèvements populaires ultérieurs témoignent de la gravité de la crise. L'humeur des groupes dominants se ressent des emprises du pouvoir central. La politique de Colbert fut un échec.

Ces quelques exemples suffiront à légitimer le parti pris par l'auteur de démontrer combien depuis vingt ans l'histoire de l'Ancien Régime immuablement ressassée sur les bancs de l'école a changé de physionomie sur le plan scientifique. *Aggiornamento* donc !

R. V. S.

GODECHOT Jacques, *L'Europe et l'Amérique à l'époque napoléonienne (1800-1815)*, dans la Coll. « Nouvelle Clio, l'histoire et ses problèmes », Paris, P.U.F., 1967.

Charles Péguy écrivait : « Quand Napoléon croyait qu'il avait fondé un immense empire, il ne faut pas le croire. Il propageait des libertés. *Veillons au salut de l'Empire*. Cet empire était un système de libertés ». Telle est la ligne de cet ouvrage où en reconnaissant que le Consulat et l'Empire constituent une nette régression politique et sociale sur la République de l'An II, l'auteur, avec les Anglais, considère Napoléon comme le « fils de la Révolution ». Le contexte indique qu'il s'agit de la révolution bourgeoise dont les effets sont dépassés à partir de 1848-1849 par la révolution prolétarienne.

Le chapitre consacré aux Guides et à l'Organisation du travail fait place aux sociétés d'études napoléoniennes dont on reconnaît par ailleurs les tendances hagiographiques et le peu de contribution solide apportée à la connaissance du sujet. Les sources et les travaux font état des données les plus récentes de la production historique.

Le portrait moral de Bonaparte reste classique. Concernant la Pacification religieuse, il est insisté sur le bénéfice tiré par Rome du traité de 1801. Certes le Pape reconnaît la République, mais tous

les évêques français doivent remettre leur démission au Pape, ce qui met fin à leur indépendance. Tous les curés sont nommés par les évêques, ce qui en fait les agents de l'ultramontanisme : le gallicanisme a vécu, malgré les articles organiques, concession aux anticléricaux.

On ne trouvera pas ici de développement concernant la situation intérieure de la France, par contre quelques notes intéressent celle des autres pays impliqués dans les affaires napoléoniennes. L'élément militaire domine, ainsi que les relations diplomatiques. L'accent est cependant mis sur les incidences économiques du blocus. Le régime du Grand Empire témoigne d'une extension des institutions nouvelles données à la France par la Révolution et l'Empire, mais avec des variantes assez importantes. Les résistances nationales en Espagne, en Allemagne, en Italie apportent quelques vues neuves, notamment concernant l'origine de la *charbonnerie* en Italie, mouvement libéral hostile à Napoléon.

Un bilan de l'époque napoléonienne dont certains chiffres, relatifs aux populations notamment, paraissent contestables, clôture ce volume. Il témoigne des profondes transformations de l'Europe et de l'Amérique au tournant du XIX^e siècle. A l'issue d'une période de guerres longues et coûteuses, ces deux continents ont « finalement accru leurs stocks d'hommes, de produits, de capitaux ». L'affirmation est relative car on peut s'interroger sur les progrès au cas où les guerres n'auraient pas sévi. Sur le plan social, le bilan, difficile à cerner, laisse apparaître une poussée de la bourgeoisie d'affaires, un émiettement de la propriété et une multiplication des prolétariats agricole et industriel.

R. V. S.

CHESNEAUX Jean, *L'Asie orientale aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, P.U.F., Coll. Nouvelle Clio, n° 45, Paris 1966, in 12°, 371 p.

Le 45^e volume de la collection Nouvelle Clio a limité volontairement son étude à une aire géographique bien déterminée ; délaissant le Moyen-Orient (Turquie, Irak, etc.), l'Asie russe, et le monde arabo-islamique, l'A. a envisagé l'Asie orientale et méridionale, à savoir : l'Inde, le Pakistan, le S.-E. asiatique, la Chine, la Mongolie, la Corée et le Japon, donc, en

gros, l'Asie des moussons des géographes. Du point de vue chronologique, la date de 1955 (conférence de Bandoeng), affirmation du monde asiatique par rapport à l'hégémonie européenne, constitue le terme de l'étude. Le début se situe à la limite de diverses influences : fin des guerres napoléoniennes, c'est-à-dire irruption décidée des Européens dans le monde asiatique ; 1819, fondation de Singapour ; 1853, arrivée de Perry devant Nagasaki au Japon, etc., l'A. opte pour un point de vue « asiocentrique » en lieu et place de « l'eurocentrisme » habituel.

Contrairement à certains volumes de la collection et à de nombreux historiens occidentaux, M. J. Chesneaux ne rejette pas l'événementiel car il considère, avec raison, que notre connaissance des faits asiatiques est insuffisante, mais il conseille d'y adjoindre l'étude des mouvements économiques, l'évolution des idées, de la conscience collective, des structures sociales, etc.

L'histoire quantitative n'est guère applicable dans le cas présent, par manque de données et aussi à cause de leur disposition. L'A. rend familière la silhouette des jeunes leaders des mouvements nationalistes que l'on retrouvera, plus âgés, aux postes de commande (Nehru, Soekarno, Ho Chi Minh, Mao Ze Dong, etc.).

Très bonne étude de l'évolution des rapports entre l'Asie et l'Europe mais aussi des modifications internes de ces pays par suite des contacts entre les sociétés traditionnelles et l'Occident.

Cet ouvrage constitue donc une excellente approche des problèmes de l'Asie contemporaine.

P. B.

MARX Roland, *Histoire du Royaume-Uni. Les principaux courants*, dans la collection U, série « Etudes anglo-américaines », Paris, Colin, 1967.

Sans trouver ici une étude de tous les aspects du passé britannique, nous trouvons exposé de manière concise, simple et claire à la fois, l'essentiel des tendances de l'histoire du R.U. L'accent a surtout été placé sur les aspects sociaux et économiques. Des ouvrages spéciaux traiteront dans la même série des institutions et d'autres domaines. Par la force des choses, l'Angleterre se voit privi-

légiée par rapport au reste de la Grande-Bretagne.

L'information est alimentée aux sources les plus récentes. On trouvera des vues originales sur les *révolutions industrielles*. Mais ce qui frappe c'est l'équilibre des données montrant l'interférence des facteurs démographiques, religieux, économiques, politiques, idéologiques.

Conçu comme manuel destiné à l'Enseignement supérieur, cet ouvrage fournit une bibliographie propre à chaque chapitre ainsi qu'une bibliographie générale. De nombreux textes renouvellent les documents qui traînent dans tous les manuels. Certains de ces documents sont donnés dans leur version originale. Des tableaux chiffrés, une chronologie, des schémas complètent cet ensemble dont la place est marquée dans toute classe d'histoire.

R. V. S.

PAYS-BAS.

THIELEMANS Marie-Rose, *Bourgogne et Angleterre, Relations politiques et économiques entre les Pays-Bas bourgeois et l'Angleterre (1435-1467)*, Bruxelles, Presses universitaires, 1966.

Cet ouvrage illustre excellemment le caractère complexe des raisons qui amenèrent la conclusion du Traité d'Arras (1435) par Philippe le Bon. La concurrence de la draperie anglaise et de la draperie flamande y joue un rôle, encore que les foires brabançonnaises contribuent à la distribution des produits anglais, que les Hollandais et les Zélandais ménagent leurs intérêts commerciaux et que les Brugeois eux-mêmes forment tête de pont pour le trafic vers l'Angleterre. Gand, mal soutenue, lève rapidement le siège de Calais, étape des laines anglaises. Le trafic reprit de plus belle malgré les aléas. Apprêtées à bon compte dans les Pays-Bas, les étoffes anglaises sont expédiées jusqu'en Russie par l'entremise des Zélandais, des Hanseates et des marchands aventuriers. La balance commerciale est favorable à l'Angleterre qui exporte aux Pays-Bas pour ± 100.000 livres sterling contre ± 50.000 livres sterling d'importations. Les marchands bourgeois tirent d'Angleterre l'étain, le plomb, les peaux, le suif, les chandelles et divers produits agricoles, contre des toiles, des teintures,

du sel, du poisson. Les hauts salaires attirent la main-d'œuvre brabançonne et hollandaise vers Londres. Quelques pièces justificatives, des tableaux, des index rendent ce travail utile pour préparer un cours nouveau style sur la question.

R. V. S.

BAELDE M., *Les Conseils collatéraux des anciens Pays-Bas (1531). Résultats et problèmes*, dans la *Revue du Nord*, t. L, n° 197, avril-juin 1968, pp. 203-212.

C'est avec pertinence que l'Institut des Hautes Etudes, de Bruxelles, a confié à cet auteur le rapport sur les institutions centrales des Pays-Bas dans le colloque qu'il a organisé le 17 mars 1967, puisque M. Baelde est l'auteur d'une thèse sur les Conseils collatéraux de 1531 à 1578, parue en 1967 dans les Mémoires de l'Académie flamande. Il commence par préciser que les ordonnances du 1^{er} octobre 1531, Charles Quint ne fait que reconstruire l'institutionnelle en cours depuis près d'un demi-siècle, puisque le Conseil des finances existait depuis 1487 et le Grand Conseil de Malines depuis 1504. En 1531, Charles Quint ne fait que reconnaître une scission de fait, dans le Grand Conseil privé, entre la section des juristes et celle de la haute noblesse. La restauration de la centralisation était déjà acquise bien avant : ce sont, aux yeux de M. Baelde, d'autres considérations qui le déterminent à agir. « La disparition (du chancelier) Gattinara et de la (régente) Marguerite d'Autriche (en 1530) offrirent à Charles Quint une occasion unique d'éviter les frottements possibles avec la nouvelle Régente... Les Conseils collatéraux lui offraient le moyen d'exercer un contrôle plus étroit sur la Régente et en même temps de s'assurer la docilité politique du groupe le plus influent des Pays-Bas, en tablant sur les bonnes dispositions de la noblesse ».

Si les ordonnances de 1531 fixaient théoriquement les attributions des Conseils, une interprétation de fait de leurs attributions, de leur personnel et de leur fonctionnement s'établit, non sans provoquer des antagonismes croissants, surtout au sein du Conseil d'Etat. Les nobles se plaignirent de plus en plus de n'être plus convoqués aux séances du conseil restreint, tandis que leurs con-

ceptions les opposaient aux juristes, plus disposés à accepter sans contestation les tendances centralisatrices du gouvernement. Cette contradiction, qui s'accroît sous Philippe II et Granvelle, amena la haute noblesse à rejoindre les « Malcontents ».

Après la crise de la révolution des Pays-Bas, les Conseils collatéraux redevinrent les organes normaux du gouvernement central de nos principautés, particulièrement sous les Archiducs Albert et Isabelle. Le Conseil privé bénéficia de l'éclatante personnalité de certains de ses présidents, Jean Richardot, Pierre Roose, Charles de Hovines et Louis-Jean de Paepe. La « conspiration de la noblesse » contre l'Espagne entraîna son élimination au profit des juristes. Ceux-ci résistèrent à l'hispanisation, à l'action des jointes et du secrétaire d'Etat et de Guerre. A la fin du siècle, les conseils furent associés au discrédit qui entachait la monarchie espagnole, archaïque et méprisée.

Au XVIII^e siècle, les Conseils collatéraux ne reparurent qu'en 1725, le régime angevin et le début du gouvernement autrichien les ayant supprimés au profit du Conseil d'Etat et d'un Conseil des finances. Dès lors, le rôle du Conseil d'Etat ne fut plus qu'honorifique. Le Conseil privé retrouva un certain lustre grâce à Gilles-Augustin de Steenhault (1740-1758) et surtout à Patrice-François de Neny (1758-1783). Marie-Thérèse résista à la volonté réformatrice du chancelier Kaunitz. Cependant la création d'un Grand Maître de Cour, puis d'un ministre plénipotentiaire, l'ingérence du chancelier d'Autriche et des jointes, surtout celle des Administrations et subsides, manifestèrent l'immixtion grandissante de Vienne. Quand Joseph II remplaça, en 1787, les Conseils collatéraux par le Conseil de gouvernement général des Pays-Bas, cette mesure préfigurait leur disparition définitive en 1794.

Cet état de la question, clair et lucide, met en relief les insuffisances et les lacunes de notre connaissance des institutions centrales des Pays-Bas aux Temps Modernes et du personnel qui en exerça les charges, de son origine sociale, de ses idées, de sa compétence, de ses relations sociales. Une bonne mise au point.

J. P. D.

PROBLEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX.

Villages désertés et histoire économique, XI^e-XVIII^e siècle. Problèmes d'histoire agraire et démographique, Ecole pratique des Hautes Etudes, VI^e section, Centre de recherches historiques, Paris, SEVPEN, 1965.

La désertion des campagnes sous l'Ancien régime est un phénomène aussi important que la révolution économique contemporaine. Les causes doivent en être recherchées dans les fluctuations démographiques, l'économie rurale, le poids du pouvoir, l'expansion du grand domaine. Les variations du climat ne constitueraient pas une cause déterminante, par contre l'abandon des mauvaises terres, la concentration de l'habitat peuvent être retenus.

Des conseils judicieux sont donnés pour l'exploration archéologique analogue à celles relatives aux fouilles antiques. La photographie aérienne n'est pas négligeable.

La France a connu trois vagues de dépeuplement : XIV^e-XV^e siècles à cause des guerres et de la dépression ; de 1560 à 1720, à cause des guerres et des rassembleurs de terres ; fin XIX^e-XX^e siècle, à cause de l'exode vers les villes. Le réseau villageois s'est maintenu dans l'ensemble, on observe actuellement un retour au village en raison des loisirs et de la facilité des communications.

En Italie, plus que la démographie, plus que les dangers représentés par les barbaresques, le banditisme, la vendetta, plus que les épidémies, c'est le progrès des latifundio et l'élevage transhumant qui causent la désertion des campagnes.

En Allemagne, la crise agraire de la fin du moyen âge et la baisse de la population expliquent les « Wüstungen ».

En Angleterre, plusieurs vagues de dépeuplement ont été définies : XII^e, XIII^e, XIV^e (Peste Noire), 1450-1520 (enclôtures), XVIII^e siècles (création de parcs). Les villages les plus pauvres et les moins peuplés ont été les principales victimes.

RICHET Denis, *Croissance et développement en France du XV^e au XVIII^e siècle*, dans *Annales*, t. 23, p. 759-787, Paris, 1969.

L'histoire quantitative est à ses débuts, déjà elle permet quelques ébauches de synthèses. Les résultats confirment souvent les notations de l'histoire qualitative bien inspirée. Pour précaires et provisoires qu'elles soient, les statistiques du niveau de vie attestent pour l'ensemble de la France une chute des revenus du travailleur de la fin du XV^e siècle à l'époque contemporaine. De 60 salaires horaires fin du XV^e, le prix du quintal de blé représente 200 salaires horaires durant les XVI^e et XVIII^e siècles. Il représente 13 salaires horaires en 1965.

On peut esquisser une chronologie du développement économique. Vers 1450, terres désertées, population amputée de moitié. Les salariés connaissent une certaine abondance.

La poussée démographique du début du XVI^e siècle, résultant de l'extension, dépasse le profit des terroirs cultivés sans progrès technologique. Il s'agit d'une récupération rurale. Telle n'est pas la croissance industrielle qui, de la production de luxe, passe à la production de masse en raison de l'augmentation de la demande. Ainsi l'afflux du métal précieux d'Amérique apparaît moins directement déterminant dans le processus.

Le blocage consécutif aux troubles politico-religieux de la fin du XVI^e à la fin du XVII^e siècle, entraîne un piétinement du produit brut, le repli vers les rentes favorisé par les formidables prélèvements de l'Etat.

Fin du XVII^e siècle, le recul du peuplement, de la production céréalière, des prix métalliques est compensé par un certain essor du grand commerce et de l'industrie rurale.

L'essor du XVIII^e siècle ne débouche pas sur un démarrage comme en Angleterre. Le coût des céréales augmente, face à une production peu élastique, la population croît au point qu'on peut se demander si la Révolution et les conquêtes impériales ne sont pas le reflet de cette poussée démographique débouchant sur une impasse malthusienne. Jamais la marée d'errants, de vagabonds, de mendiants n'a été si forte qu'en 1789. Mais le poids des activités industrielles et commerciales est essentiel.

R. V. S.

R. V. S.

JEANNIN Pierre, *En Europe du Nord : sources et travaux d'histoire commerciale*, dant Annales, t. 23, p. 844-868, Paris, 1969.

A celui qui s'étonne de constater que la plupart des grands édifices des pays de la Baltique sont couverts de cuivre, rappelons que la Suède fut un producteur appréciable de ce métal dont une portion importante ($\pm 60\%$) était commercialisée pour compte du roi. La généralisation du monopole royal à la fin du XVI^e siècle entraîna des réactions de fraude. L'exemple royal fut suivi par la noblesse qui s'intéressa aux affaires, tandis que les marchands étrangers se font naturaliser pour échapper aux interdictions. Lubeck absorbe 80 % des exportations, l'influence d'Anvers et des marchands hollandais fut faible avant le XVII^e siècle. Notons encore que Gustave Wasa vers 1540 donne la priorité à la collecte des impôts en nature, ce qui implique une commercialisation qui révèle la Suède aux partenaires occidentaux et aide à l'approvisionnement du pays pendant les périodes de guerre (sel, armes, munitions). La cour se procure de la monnaie en engageant à l'avance les marchandises qu'elle peut fournir.

R. V. S.

M. LEVY-LEBOYER, *Les banques européennes et l'industrialisation internationale dans la première moitié du XIX^e siècle*, Paris, P.U.F., 1964.

L'influence des banquiers libère l'économie française de la tutelle de l'Etat. Après la Révolution, nous assistons à une victoire des banquiers et des industriels sur les notables. L'analyse économique et historique à laquelle se livre l'auteur révèle que par le jeu des mécanismes économiques, chaque région, chaque pays comme au terme de processus inconscients de planification, choisit un domaine d'activité découlant de ses aptitudes naturelles, de ses données démographiques, de ses traditions historiques. La ruine du commerce extérieur et intérieur déterminée par la Révolution pousse la France à une politique d'innovation industrielle, et à la création d'un capital collectif nécessaire à la croissance. Ce capital se porte vers les secteurs rentables stimulés par l'invention de produits nouveaux, la création de modes nouvel-

les. La dépendance à l'égard de la conjoncture mondiale pousse à la conquête de marchés extérieurs. L'industrialisation européenne entraîne une désindustrialisation mondiale, les territoires d'outre-mer sont réduits à la qualité de pourvoyeurs de matière première, à bas prix.

Face à l'Angleterre en plein essor industriel, la France use de son potentiel de main-d'œuvre à bon marché. L'insuffisance des voies de communication la contraint à s'appliquer à des fabrications de qualité peu tributaires des transports, notamment du charbon, d'où la carte dispersée de l'industrie française, ses caractères propres en face de l'industrie allemande productrice de produits à bon marché grâce à ses ressources minérales et à sa main-d'œuvre sous-rémunérée, en face de l'industrie américaine détentrice de charbon à bas prix, et hypermécanisée.

Si la prospérité de la Belgique est liée après 1830 à l'équipement ferroviaire et à la politique portuaire anversoise, ainsi qu'au développement de l'exploitation minière, le « démarrage » de l'économie française s'intègre dans un processus de croissance, dont le rythme soutient la comparaison avec le rythme anglais, et où la construction ferroviaire découle de l'existence d'usines qui assurent la rentabilité des lignes. Les capitaux collectés par les exportations de textile ont permis le financement ferroviaire.

Les documents fournissent dans ce livre, les notations utiles à l'historien enseignant. On retire la ferme conviction de la nécessité de l'analyse de l'historien dans tout processus de planification.

R. V. S.

CAVAIGNAC Jean, Jean Pellet, *commerçant de gros (1694-1772). Contributior. à l'étude du négoce bordelais au XVIII^e siècle*, Paris, 1967.

LEON Pierre, *Marchands et spéculateurs dauphinois dans le monde antillais du XVIII^e siècle : les Dolle et les Raby*, Paris, Belles Lettres, 1963.

Issues d'une terre ingrate, ces familles furent poussées par l'exiguïté du marché intérieur vers les pays d'alentour, où s'exercent des activités commerciales et vers les Amériques. Attirées par le mirage dominicain, de marchands, leurs représentants se font colons. Ils constituent

un excellent modèle des rapports entre le capitalisme et le colonialisme. Après la Révolution, la crise du marché des denrées coloniales entraîne l'orientation vers d'autres activités : derrière les spéculateurs antillais apparaissent les dynasties de l'avenir, moins brillantes, mais aussi plus solides, moins liées à une conjoncture fluctuante, à des marchés aléatoires, à des colonies lointaines, mais axées sur l'industrie sidérurgique, la papeterie, le textile, la mégisserie.

Il reste que ces petits notables entraînés dans la fièvre spéculative, demeurent attachés aux modèles anciens : désir de s'ennobler, acquérir de la considération par l'ostentation, souci de conserver des attaches terriennes. Les valeurs l'emportent encore sur les signes. A ce titre, le premier colonialisme, en maintenant la croyance en un monde fondé en nature, a retardé plus qu'avancé le capitalisme moderne. Le poids des mentalités freine ici aussi tout élan.

R. V. S.

FAURE Marcel, *Les paysans dans la société française*, Paris, Ed. A. Colin, Coll. U, série politique, 1966, in 4°, 343 p.

Cette collection s'adresse aux étudiants qui entreprennent des études supérieures, mais il va de soi que la matière sera utilement employée par des collègues, soit dans le cadre du cours d'histoire (classe de première), soit dans la mise au point d'un programme expérimental, soit encore pour les cours de sciences humaines.

L'ouvrage comprend deux parties : un bref aperçu historique retraçant l'évolution de la paysannerie française depuis ses origines jusqu'à 1880. La période s'étendant de 1880 à 1966 est, elle-même, partagée en trois époques : modernisation, crise et enfin à partir de 1950 ce que l'A. appelle la révolution agricole ; celle-ci sous le poids des nécessités européennes s'accélère en intégrant à ses propres modes de production les progrès techniques issus de la révolution industrielle. Dans la seconde partie de l'ouvrage, l'A. analyse les problèmes du monde paysan : rapports des paysans et de l'Etat, relations entre paysans et politique, le paysan dans la société contemporaine, le paysan face au Marché commun et au tiers monde enfin le problème du paysan, citoyen à part entière ?

Cette analyse est accompagnée de très nombreux et très intéressants documents : décrets, rapports officiels, tableaux de productions, schémas, graphiques, cartes, statistiques, etc. qui permettent de mieux comprendre les difficultés qui caractérisent l'évolution du monde paysan contemporain. P.B.

BAUMIER Jean, *Les grandes affaires françaises*, Paris, Julliard, 250 pages, 180 F B.

Le sous-titre de ce livre : « Des 200 familles aux 200 managers » indique déjà le type de l'écrivain. Jean BAUMIER, par souci d'information, a voulu révéler une réalité nécessaire à une plus grande compréhension de notre temps, et faire connaître non seulement les grandes affaires, mais leurs patrons, dont dépend peut-être le sort de la France.

Il tente d'éclaircir le rôle véritable des groupes industriels, commerciaux et financiers. Pour cela il a mené une enquête et dégagé le fait essentiel, en laissant au lecteur le choix de tirer ses conclusions.

Comme le dit l'auteur, on peut constater, dans le cours de deux siècles d'histoire industrielle, que les établissements les plus prospères ont souvent été ceux qui se spécialisent dans l'armement (des canons d'hier à la force de frappe d'aujourd'hui) ou des produits de luxe (des miroirs de l'époque de Louis XIV aux cosmétiques de maintenant).

L'auteur nous promène à travers les 200 familles depuis le Front Populaire jusqu'en 1968, il nous parle des anciennes dynasties : Michelin, Rothschild, Provost, etc., de quelques self-made men : Monsieur Publicité, Pschitt, l'affaire Bull, le numéro un du Pétrole, le Club Méditerranée, la haute banque privée. Sous un chapitre intitulé : Les Grands Commis, il parle de l'alliance de l'Etat et de certaines industries.

Dans une appréciation personnelle, M. BAUMIER nous fait remarquer que : « l'univers un peu fermé dans lequel agissent les managers risque de les tenter de former une caste à part, une technocratie ». C'est pour parer à ce danger qu'il convient de réformer l'entreprise pour modifier les prérogatives patronales ou encore de supprimer la fonction patronale, par la socialisation des moyens de production.

Pour tous ceux qui s'intéressent à l'entreprise des pouvoirs économiques sur la politique d'un pays, ce livre, écrit dans un style agréable, leur fera comprendre, tout en les étonnant, l'importance des trusts en France.

J. D.

FASCISME.

DE FELICE Renzo, *Primi elementi sul finanziamento dal fascismo dalle origini al 1924*, dans *Rivista storia del socialismo*, t. VII, n° 22, p. 223-251, Rome, 1964.

D'abord alimenté à partir de 1921 par un système de souscription et de taxe très bien organisé. C'est dès ce moment que le mouvement gagne les campagnes et cesse d'apparaître comme subversif. A partir de 1922, le flux diminue avec l'éloignement du péril bolchevique et la fin de la crise du capitalisme italien. La marche sur Rome et son succès engendrent un retour des subventions. Celles des sociétés industrielles et commerciales venant de 1.694.225 liras d'octobre 1921 à novembre 1922, atteignent 4.125.750 liras de novembre 1922 à décembre 1924. On retiendra que la majorité des fonds est avancée par les industriels et les grands propriétaires fonciers, mais avec plus de réticence dans le Sud du pays. Il s'agit surtout d'un fait de classe.

R. V. S.

PARIS Robert, *Les Origines du Fascisme*, Questions d'Histoire, Editions Flammarion, Collection dirigée par Marc Ferro, Paris, 1968, 35 francs belges, 140 pages.

Cette collection présente une mise au point de tous les problèmes que pose la connaissance du passé, et chaque volume aborde une question comprenant deux parties : un exposé des faits et le dossier de la question.

L'auteur expose ici un cas : celui de l'Italie. Certaines questions soulèvent des polémiques et c'est pourquoi ce livre est extrêmement intéressant ; en effet, nous disposons de tous les éléments qui permettent de juger et d'apprécier les données de la question. Le livre débute par

une chronologie des événements en Italie et hors de l'Italie qui aident le lecteur à travers cette période. Dans la première partie, l'auteur étudie les conditions spécifiques du développement économique italien, le nationalisme et le syndicalisme. Il nous donne alors la situation de l'Italie avant la guerre de 14-18 et après en nous expliquant la formation des *fasci italiani di combattimento*. Dans la deuxième partie, il nous donne toute une série de documents, le jugement des auteurs contemporains et les querelles d'interprétation. Une bibliographie déjà assez importante achève ce livre qui, nous n'en doutons pas, sera extrêmement utile à tous les professeurs d'histoire soucieux d'apporter à leurs élèves des textes et des questions contemporaines.

J. D.

MILZA P., *L'Italie fasciste devant l'opinion française 1920-1940*, A. Colin, Collection Kiosque, Paris, 1967, 8,5 FF - 263 p.

D'après l'auteur, des éléments interviennent simultanément dans la manière dont l'opinion française se représente et juge le fascisme italien depuis sa naissance jusqu'au moment où Mussolini engage son pays et son régime dans l'alliance allemande.

1) Un phénomène politique : il est indispensable de comprendre l'état d'esprit de la classe dirigeante, voire des classes moyennes, de tenir compte de l'atmosphère d'angoisse qui accompagne en Europe Occidentale la montée du communisme. La manière dont la plus grande partie de l'opinion française considère en ses commencements l'expérience fasciste, le fait qu'une large fraction de la bourgeoisie lui est longtemps et aveuglement favorable, s'expliquent par la satisfaction de voir en un point critique la révolution sociale battue en brèche.

2) Un phénomène italien : le jugement porté se doit d'être envers : « une sœur latine ». Et puis il existe une mythologie visant à faire de l'Italien un bon joueur de mandoline et un bon chanteur, mais un piètre fantassin. Les journaux qui jusqu'en 1914 avaient manifesté le plus d'hostilité vont à partir de 1921 exalter le renouveau de l'Italie.

- 3) Un phénomène international. Toujours ici les préoccupations de la lutte contre le communisme. En 1935, les préoccupations extérieures viennent au premier plan.

L'auteur explique aussi les choix qu'il a dû faire. La presse — et surtout la grande presse — sauf pour les journaux fascistes. Des sondages, car un dépouillement systématique sur 20 ans s'avérerait impossible. Donc : approximation.

En 1940, ni « Gringoire », ni « Je suis partout », ni « L'action française » n'ont renoncé à leur sympathie pour le régime des faisceaux. Mais le nationalisme et la politique revendicatrice de Mussolini vis-à-vis de la France vont les obliger à choisir. Le facteur « diplomatique » conditionne l'extrême-droite. Si les jugements portés par d'autres sont divers et contradictoires, il y a un fait constant : l'amitié de la France envers le peuple italien. L'assimilation entre l'Italie et le régime ne se fera dans la masse qu'après le 10 juin 1940.

En annexe, comme toujours dans cette petite collection, des notes biographiques et explicatives, des repères chronologiques de 1920 à 1940, une petite bibliographie, la liste des périodiques consultés, les situant politiquement.

Les extraits des journaux pourront servir comme illustrations de leçons pour les professeurs de nos classes de première. Nous regrettons cette fois la pauvreté des photos et des clichés.

J. D.

CHINE.

GERNET Jacques, *La Chine ancienne : des origines à l'Empire*, Paris, P.U.F., 1964.

LOMBARD Denys, *La Chine impériale*, Paris, P.U.F., 1967.

Deux ouvrages parfaitement complémentaires, l'un et l'autre extrêmement révélateurs en raison de l'utilisation des sources sinologiques les plus récentes.

Le second fournit davantage encore que le premier, des données sur les divers aspects de la vie économique, la civilisation matérielle, l'évolution des idées qui grâce à une bibliographie importante constituent autant d'états de la question.

R. V. S.

BIANCO Lucien, *Les origines de la révolution chinoise*, Coll. Idées, Paris, Gallimard, 1967.

Excellente synthèse de la révolution chinoise. L'invasion barbare a porté au paroxysme le nationalisme chinois. Il s'exprime d'abord de manière anarchique. L'influence des idéologies occidentales sur la jeunesse intellectuelle se marque surtout dans la prépondérance de la pensée marxiste qui concilie volonté de transformation et nationalisme. L'échec communiste de 1927, entraîne un repli sur les campagnes dont l'adhésion donne sa physionomie propre au marxisme chinois. Il fallut cependant la guerre pour secouer l'inertie paysanne qui voit dans la force d'organisation communiste le moyen de résister aux étrangers japonais.

L'armée communiste, mal soutenue par les Soviétiques, apparaît d'une qualité bien meilleure que l'armée nationaliste composée de soldats recrutés de force, rudoyés par leurs officiers. Accrochées aux villes malgré leur armement supérieur, ces troupes céderont aux forces communistes dans la dernière partie de la guerre. Celles-ci sont implantées dans les campagnes et isolent les agglomérations. Ainsi « la campagne a conquis les villes ». Mais peut-on encore voir dans cette révolution sans prolétariat ouvrier, fondée sur l'installation d'un appareil politico-militaire monolithique dans un monde paysan soumis à un pouvoir totalitaire, l'équivalent de la révolution d'Octobre ? Y a-t-il un nouvel ordre spécifiquement chinois quoique socialiste ? Les événements récents indiquent dans quelle voie chercher la réponse.

R. V. S.

SECONDE GUERRE MONDIALE.

S. GOLIAKOV et V. PONIZOVSKY, *Le vrai Sorge*, Collection La guerre secrète, Fayard, Paris, 1967, 321 pages, 15 F français, Traduction de M. Matignon.

Ce livre part d'un dossier des services spéciaux soviétiques concernant un de leurs plus grands agents secrets. Les messages envoyés par Sorge à l'U.R.S.S., depuis le 28.9.1940, le place parmi les héros de l'Union soviétique. Personnalité envoûtante, d'une intelligence exceptionnelle, d'un idéalisme sans défaut, Sorge possède une technique du renseignement

qui, seule, lui a permis de pénétrer dans les secrets des puissances de l'Axe.

Ce livre, extrêmement intéressant, devrait être lu par les professeurs, mais surtout conseillé aux jeunes, qui se font presque toujours, une idée romanesque de l'espionnage.

L'affaire Sorge n'est pas une affaire d'espionnage, mais une affaire de réseau de renseignements. Nous suivons à travers les messages qu'il envoie à l'U.R.S.S., la diplomatie de l'Allemagne et du Japon. Nous nous rendons compte de la difficulté de la tâche entreprise, de la discipline exigée, de la solitude, enfin de toutes les aventures qui ont parsemé la vie de Sorge.

Le dernier message annonçait : « Notre mission au Japon est achevée, rapatriez-nous ». Ce message n'est jamais arrivé. Mais les autres messages envoyés par Sorge ont-ils été entendus ou lus par l'U.R.S.S. ? Sorge s'inquiétait de voir le silence de Moscou devant ses messages pressants, annonçant notamment l'entrée en guerre de l'Allemagne contre l'U.R.S.S.

Après la condamnation à mort de Sorge, le Pentagone, l'Intelligence Service, le chef de Service de Renseignements de l'Allemagne nazie et les Japonais, se sont penchés sur le cas Sorge : « Chaque jour de nouveaux renseignements apportent leur contribution à cette histoire vraie, maintenant connue de tous, et le héros lui-même avait raison lorsque répondant à l'un de ses collaborateurs qui lui posait la question : Quand pensez-vous qu'on saura la vérité sur notre travail ?, il répondait : « Dans une vingtaine d'années ».

J. D.

SILVA-CORONEL Paul, *Naissance de Ludwig Kleinst*, Roman, les éditeurs français réunis, Paris, 1967, 239 pages, 12,45 F français.

Paul SILVA est né au Caire, a fait des études d'ingénieur en France, et lorsque vint la guerre de 1940, dénoncé comme juif après s'être engagé, il passe à Tunis, où il entre dans un réseau de renseignements. Démobilisé, il dirige les Editions de Minuit, avec Vercors, reprend son métier d'ingénieur, puis devient écrivain.

Partant de faits authentiques, dont certains ont été vécus par l'auteur, ce roman raconte la poursuite entreprise par un homme, un Juif, dont la femme et les enfants sont morts dans les camps, en-

vers un médecin nazi qui dirigeait les expériences biologiques qui ont détruit sa famille.

Enfin, la confrontation dramatique entre les deux hommes éclate, l'Allemand ne fuit pas la responsabilité et cherche désespérément un chemin devant l'homme et la victime qui se refuse à l'aider. Ne pouvant renier sa patrie allemande, le sang allemand, Ludwig Kleinst finit par se suicider, facilitant comme il le dit le travail à Nathaniel. Il ne demande pardon à personne et personne ne peut lui donner le pardon.

Ce roman bouleversant est intéressant au point de vue « humain » et pose la question de la responsabilité.

J. D.

SAUREL Louis, *Hitler, la lutte pour le pouvoir*, Collection Dossiers de l'histoire, Editions Rouff, 50 francs, 189 pages.

L'auteur retrace donc l'ascension de Adolph Hitler, il essaie en même temps d'expliquer son caractère et de nous montrer comment la carrière politique du futur dictateur découla directement de la guerre et de la défaite allemande. Ce qui frappe, dit-il, c'est qu'Adolph Hitler est un homme seul, qu'il sait susciter des fidélités qui iront jusqu'à la mort, mais nous ne saurons jamais s'il sut susciter des amitiés. Il part donc des origines d'Hitler, des années de bohème à Vienne, de son service militaire, de son inscription au parti ouvrier allemand et enfin Hitler qui devient le Führer. Très sobrement, il nous explique la lente montée du nazisme jusqu'en 1929 pour terminer par la nomination d'Hitler comme chancelier le 30 janvier 1933. La bibliographie qui termine ce petit ouvrage nous donne presque exclusivement des œuvres concernant Hitler, quelques mémoires, le procès des grands criminels de guerre devant le tribunal militaire international, mais monsieur Saurer ne semble pas avoir eu accès à des archives inédites. Ce petit livre est le premier d'une série, l'auteur étudiera encore Hitler au pouvoir, puis la fin du dictateur. Les photographies également ne sont pas inédites et nous regrettons un peu la mauvaise reproduction de ces photographies. Il n'empêche que cet ouvrage peut nous être utile puisqu'il explique la lutte pour le pouvoir de Adolph Hitler.

J. D.

GUERIN Alain, *Le Général gris*, Editions Julliard, Paris, 1968, 574 pages.

L'Express du 30 octobre 1967 annonçait : « Il s'en va atteint par la limite d'âge ; l'homme le plus mystérieux d'Allemagne, d'Europe peut-être, prend sa retraite ». A l'heure où le commun des mortels plonge dans l'incognito Reinhard Gehlen, lui en sort. Cet extraordinaire personnage est depuis 25 ans la terreur ou le dieu des espions du monde entier... Qui donc est Gehlen ?

Le sous-titre du livre : Comment le Général Gehlen peut-il diriger, depuis 26 ans, l'espionnage allemand, vous avertit de la teneur de l'ouvrage. Certains passages sont écrits dans le style journalistique, d'autres sont un peu lourds, mais l'ensemble nous fait voir la vie de cet homme que personne ne connaissait très bien. L'auteur nous explique comment Gehlen fait partie dès sa formation du mouvement national-socialiste et comment il fut choisi pour diriger le contre-espionnage. Nous retrouvons à travers les décisions du général gris la haine envers les pays de l'Est et le désir de les rattacher à la grande Allemagne ; il est certain que pour lui la défaite de son pays fut un coup terrible ; l'élément nouveau de ce livre est certainement la partie réservée à l'après-guerre où nous voyons le Général Gehlen continuer grâce aux Alliés à diriger le contre-espionnage de l'Allemagne de l'Ouest. Il nous fait remarquer qu'en 1967 il en revient au *drang nach Osten* de sa jeunesse à Breslau. Le cœur de Gehlen est resté dans ces terres qui ne sont plus allemandes et s'il a un rêve c'est de les reconquérir. Le journal « Der Spiegel », le 24 juillet 1967, écrivait : « On considère Gehrard Wessel comme un possible successeur du Général gris car il a été formé à l'école de Gehlen. C'est Gehlen lui-même qui a choisi son successeur. Peut-on alors vraiment parler de retraite ? ».

J. D.

DROZ Jacques, *Histoire des doctrines politiques en Allemagne*, Collection Que Sais-je ?, Presses universitaires de France, Paris, 1968, 126 pages.

Monsieur Droz, spécialiste de l'histoire d'Allemagne, nous présente ici des doctrines politiques en même temps qu'une introduction à la psychologie du peuple allemand. En partant de l'idée de l'Empire au moyen âge, il arrive au national-socialisme. L'auteur nous dit que c'est Luther qui devait donner à la pensée politique allemande son orientation décisive. Nous parlant alors de l'absolutisme monarchique, il nous dit que l'argumentation en faveur de cette doctrine a été tirée de la philosophie du droit naturel, de la notion de raison d'Etat, enfin des progrès du mercantilisme économique. Monsieur Droz fait remarquer que c'est autour de la révolution française que se sont cristallisés les grands courants d'idées au XVIII^e siècle. Les guerres de la révolution et de l'empire ont contribué au développement du sentiment national en Allemagne qui a revêtu dès l'origine, un caractère anti-occidental et anti-démocratique accentué. Dans l'évolution du libéralisme vers le national-libéralisme, le rôle des historiens a été prépondérant ; ce sont eux, qui ont justifié l'abandon par le libéralisme de ses idéaux primitifs pour les mettre au service d'une politique de puissance et pour justifier les méthodes par lesquelles Bismarck a forgé l'unité allemande. Insistant sur la montée du nationalisme à la suite de la première guerre mondiale, il explique l'échec de la politique de Weimar. Et en arrive ainsi au national-socialisme qui, dit-il, est le plus difficile à expliquer compte tenu du caractère tellement inconsistent de son idéologie constamment changeante, au service d'une volonté cynique de puissance et de destruction. En guise de conclusion, l'auteur nous donne l'évolution de la politique allemande depuis l'effondrement de l'état national-socialiste. Il termine par ces mots : « L'emprise de l'irrationalisme a été si grand et si général sur l'intelligence allemande, que la vigilance, aujourd'hui même demeure de rigueur ».

J. D.